

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1988-1989**1^{er} MARS 1989

Proposition de loi tendant à faire cesser les effets des condamnations pour certaines infractions commises en temps de guerre

(Déposée par M. Suykerbuyk et consorts)

DEVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi a pour objet de remédier aux conséquences des infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat commises en temps de guerre et aux séquelles de la répression, dans la mesure très limitée où elles se font encore sentir actuellement (voir le rapport au Conseil flamand). Nous pensons qu'il serait sage, pour des raisons d'opportunité et pour des motifs humanitaires, de tirer le rideau sur cette période noire de notre histoire, dont les événements sont vieux, maintenant, de quarante ans. Nous tenons à exposer et à justifier le caractère particulier de notre proposition de la manière suivante.

Tirer le rideau sur une période de l'histoire ne signifie pas que l'on doive ou que l'on puisse l'oublier. Notre proposition ne vise donc nullement à faire approuver, excuser ou accepter explicitement ou implicitement des actes commis d'intelligence avec le régime nazi ou avec l'occupant. Quiconque la lirait en pensant le contraire se tromperait sur les intentions qui l'ont inspirée.

Il s'agit de savoir si la majorité de la représentation nationale est disposée à faire le pas que nous proposons dans l'esprit défini.

**

R. A 14687

BELGISCHE SENAAT**ZITTING 1988-1989**

1 MAART 1989

Voorstel van wet houdende afsluiting van de gevolgen van sommige oorlogsmisdrijven

(Ingediend door de heer Suykerbuyk c.s.)

TOELICHTING

Dit voorstel beoogt de gevolgen van de oorlogsmisdrijven en de nasleep van de repressie te verhelpen, in de zeer beperkte mate waarin deze gevolgen zich thans nog doen gevoelen (zie het verslag aan de Vlaamse Raad). Wij menen dat het om redenen van opportuniteit en humaniteit wijs is een punt te zetten achter deze zwarte periode van onze geschiedenis, veertig jaren na de gebeurtenissen. Wij willen het bijzonder karakter van dit voorstel onzentwege als volgt toelichten en verantwoorden.

Een punt zetten achter een periode van de geschiedenis betekent niet dat men deze geschiedenis moet of kan vergeten. Dit voorstel heeft dus niets, hogenaamd niets, te maken met het expliciet of impliciet goedkeuren, verschonen of aanvaarden van daden gesteld in verstandhouding met het nazistisch regime of met de bezetter. Wie dit wel aldus zou lezen, miskent de bedoeling van dit voorstel.

Het komt er op aan te weten of de meerderheid van de volksvertegenwoordiging bereid is in deze geest deze stap te zetten.

**

R. A 14687

La présente proposition de loi s'inscrit dans la ligne d'initiatives législatives qui ont été prises dans le passé par des personnes de diverses tendances politiques. La dernière loi importante est la loi Vermeylen du 30 juin 1961 relative à l'épuration civique. Au sein du Conseil flamand, un rapport circonstancié a été établi à ce sujet par un groupe de travail réunissant l'ensemble des tendances politiques et qui l'a approuvé à l'unanimité le 11 octobre 1984 (Doc. Conseil flamand n° 290, 1984-1985, n° 1, 14 novembre 1984, rapport fait au nom du groupe de travail chargé d'établir un inventaire des conséquences sociales et humaines pour les victimes de la guerre, et notamment de la guerre civile espagnole, et pour les personnes touchées par la législation sur la répression et l'épuration). (*Traduction*).

**

Une première mesure concerne la réhabilitation. Celle-ci ne vaudrait que pour l'avenir; ainsi serait éludé l'écueil psychologique que présente la rétroactivité d'une mesure d'amnistie. En cas de réhabilitation, les condamnations subies ne peuvent plus être mentionnées dans les extraits du casier judiciaire.

Dans le rapport susvisé du Conseil flamand, la réhabilitation est définie comme suit :

« La réhabilitation est une décision judiciaire par laquelle les effets de certaines condamnations pénales sont effacés pour l'avenir. Elle a pour but le reclassement intégral du condamné. » (*Traduction*).

En principe, il faut que les peines privatives de liberté aient été exécutées et les amendes réglées, qu'un temps d'épreuve de cinq ans au moins se soit écoulé, que le requérant ait une résidence certaine, qu'il ait fait preuve d'amendement et qu'il soit de bonne conduite.

La demande de réhabilitation est adressée au procureur du Roi. La Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel accède à la demande ou la rejette.

Une nouvelle demande ne peut être introduite qu'après deux ans à compter de l'arrêt rejetant la demande.

La réhabilitation met fin pour l'avenir aux effets de la condamnation. Cela signifie notamment que celle-ci ne peut plus être mentionnée ni dans les extraits du casier judiciaire ni dans le livret militaire. Quant à la déchéance de certains droits, il y est également mis fin. Par contre, le condamné réhabilité n'est pas rétabli dans ses titres, grades, fonctions, offices et emplois publics dont il a été destitué. De même, les droits des tiers leur restent acquis.

Les ministres de la Justice ont déclaré à plusieurs reprises que l'on ne dispose pas de statistiques rela-

Dit wetsvoorstel sluit aan bij wetgevende initiatieven die in het verleden werden genomen door personen van verschillende politieke strekkingen. De jongste belangrijke wetgeving is de zogenaamde wet Vermeylen van 30 juni 1961 betreffende epuratie en burgertrouw. In de Vlaamse Raad werd ter zake een uitvoerig verslag uitgebracht door een werkgroep, die alle politieke strekkingen omvatte; dit verslag werd eenparig goedgekeurd door de werkgroep op 11 oktober 1984 (Doc. Vlaamse Raad nr. 290, 1984-1985, nr. 1, 14 november 1984, verslag namens de werkgroep belast met het opmaken van een inventaris van de sociale en menselijke gevolgen voor de slachtoffers van de oorlog, met name ook van de Spaanse Burgeroorlog, en voor de getroffenen van de repressie- en epuratiewetgeving).

**

Een eerste maatregel betrifft eerherstel. Dergelijk eerherstel werkt alleen voor de toekomst; op die wijze zou het psychologisch bezwaar tegen de terugwerkende kracht van een amnestiemaatregel vermeden worden. Bij eerherstel mogen de veroordelingen niet meer vermeld worden in de uittreksels van het strafregister.

In genoemd verslag van de Vlaamse Raad wordt eerherstel als volgt omschreven :

« Eerherstel is een gerechtelijke beslissing waardoor de gevolgen van sommige strafrechtelijke veroordelingen voor de toekomst worden uitgewist. Het doel van eerherstel is de volledige herklassering van de veroordeelde. »

In principe moeten de vrijheidsstraffen en de geldboeten uitgevoerd zijn, er moet een proeftijd van ten minste vijf jaar verlopen zijn, de verzoeker moet een vaste verblijfplaats hebben en hij moet bewijzen dat hij zich gebeterd heeft en van goed gedrag is.

De aanvraag voor eerherstel wordt gericht aan de procureur des Konings. De Kamer van inbeschuldigingstelling van het Hof van beroep willigt in of wijst af.

Een nieuwe aanvraag mag pas opnieuw ingediend worden twee jaar te rekenen vanaf het arrest dat de aanvraag afwijst.

Het eerherstel doet de gevolgen van de veroordeling ophouden voor de toekomst. Dit betekent onder meer dat de veroordeling niet meer vermeld mag worden in de uittreksels uit het strafregister en in het militair stamboek. Ook het verval van bepaalde rechten houdt op. Wel wordt de in eer herstelde veroordeelde niet hersteld in titels, graden, openbare ambten, bedieningen en diensten waaruit hij werd ontset. Ook de rechten van derden blijven onaangetast.

De ministers van Justitie hebben herhaaldelijk medegedeeld dat men niet beschikt over statistische ge-

tives au nombre de procédures en réhabilitation engagées à la suite de la répression.

Selon les informations les plus récentes du Département de la Justice, 13 973 personnes au total ont été réhabilitées jusqu'à la fin de 1982.

Il est toujours possible d'introduire une demande en réhabilitation. Il suffit que ces intéressés remplissent les conditions légales en ce qui concerne l'exécution des peines privatives de liberté, les amendes et les obligations de caractère civil infligées par le jugement pénal et en ce qui concerne le temps d'épreuve et la résidence certaine.

La réhabilitation peut également être demandée par celui qui a été condamné en application de la législation sur la répression et qui a perdu la nationalité belge.

L'un des effets positifs de la réhabilitation est le recouvrement des droits civils. Dans quelques cas, il emporte, en effet, la levée des exclusions définies dans les lois particulières, lorsque la loi prévoit la levée de l'exclusion en cas de recouvrement des droits et que les délais de demande de réhabilitation ou de révision d'un jugement en la matière ne sont pas prescrits.

Comme la réhabilitation ne vaut que pour l'avenir, une mesure légale de « réhabilitation générale » pourrait sans doute constituer un bon substitut à l'amnistie. Cette mesure de réhabilitation générale pourrait être limitée aux infractions, de quelque nature que ce soit, qui ont été commises au cours de la période du 1^{er} septembre 1939 ou du 10 mai 1940 au 8 mai 1945. Cette réhabilitation devrait être accordée en dehors de la procédure prescrite par le Code de procédure criminelle. De cette manière, tous les effets de la condamnation cesseraient pour l'avenir, en particulier le risque de récidive et l'impossibilité de prononcer une peine conditionnelle.

L'on pourrait insérer des dispositions nouvelles en la matière dans la loi du 30 juin 1961, mais il nous semble préférable, pour la clarté, de traiter cette question dans une loi spéciale.

Cette disposition générale implique que, pour les cas bénins, toutes les conditions de procédure à remplir en vue de l'obtention de la réhabilitation disparaissent, et que, pour les cas graves (emprisonnement de plus de vingt ans), la mesure de réhabilitation conserve un caractère individuel.

La réhabilitation entraîne la restitution de tous les droits civils et politiques.

**

Un autre point délicat est celui du recouvrement par l'Etat des indemnités de réparation de dommages

gevens betreffende het aantal procedures tot eerherstel, die werden ingesteld in verband met zaken van repressie.

Volgens de meest recente gegevens van het Departement van Justitie werden er tot einde 1982 in totaal 13 973 personen gerehabiliteerd.

De aanvraag voor het bekomen van eerherstel blijft nog steeds mogelijk. De betrokkenen dienen enkel te voldoen aan de wettelijke voorwaarden in verband met de uitvoering van de vrijheidsstraffen, de geldboeten en de verplichtingen van burgerlijke aard opgelegd door het strafvonnis alsook in verband met de proeftijd en het vast verblijf.

Eerherstel kan ook worden aangevraagd door de repressieveroordeelde die de Belgische nationaliteit verloor.

Een van de gunstige gevolgen van eerherstel is het herkrijgen van de burgerrechten. In enkele gevallen brengt dit herstel in rechten immers de opheffing mede van de uitsluitingen die bedoeld zijn in de bijzondere wetten, indien de wet in het verval van de uitsluiting voorziet bij rechtsherstel en de termijnen voor de aanvraag of herziening niet vervallen zijn.

Daar het eerherstel slechts geldt voor de toekomst zou een bij wet uitgevaardigde maatregel van « algemeen eerherstel » wellicht een goed alternatief kunnen zijn voor amnestie. Dit algemeen eerherstel zou beperkt kunnen worden tot de misdrijven, van welke aard ook, die gepleegd werden in de periode van 1 september 1939 of 10 mei 1940 tot 8 mei 1945. Deze maatregel van eerherstel zou dienen toegekend te worden zonder dat de procedure moet worden gevolgd die voorgeschreven wordt door het Wetboek van Strafvordering. Aldus zouden voor de toekomst alle strafrechtelijke gevolgen wegvalLEN, meer bepaald het gevaar voor herhaling, de onmogelijkheid om een voorwaardelijke straf op te leggen e.a.

Men zou nieuwe bepalingen ter zake in de wet van 30 juni 1961 kunnen inschrijven, maar het lijkt ons duidelijker dit te omschrijven in een bijzondere wet.

Deze algemene bepaling sluit in dat voor de lichtere gevallen alle procedurële voorwaarden voor het bekomen van eerherstel komen te vervallen en dat voor zware gevallen (meer dan twintig jaar gevangenisstraf) deze maatregel een individueel karakter behoudt.

Het eerherstel brengt tevens het herstel in alle burgerlijke en politieke rechten mee.

**

Een ander moeilijk punt betreft de invordering van de schadevergoeding door de Staat. De juridische

de guerre. Le fondement juridique de pareilles mesures a été contesté par la doctrine et la jurisprudence et diverses atténuations — parfois importantes — y ont été apportées sur le plan législatif et administratif. Seraient encore pendants (selon le rapport précité du Conseil flamand), 390 dossiers de personnes établies à l'étranger et dont le sort actuel n'est pas connu et 170 dossiers de personnes établies en Belgique, que l'on n'a pas pu résoudre jusqu'ici en raison de l'insolvabilité des débiteurs.

Il apparaît aussi que le traitement de nombreux dossiers doit s'effectuer à l'encontre de descendants et de membres de la famille du condamné. Il faudrait prévoir la possibilité de fermer les dossiers, de manière qu'ils restent, en cas de décès, sans suites pour la deuxième génération et les générations suivantes.

Nous proposons de mettre fin à ces recouvrements, d'une part, pour des raisons humanitaires (notamment à l'égard des héritiers) et, d'autre part, parce que la jurisprudence et la doctrine ont considéré à partir de 1949 que, dans la plupart des cas, les demandes de l'Etat tendant à obtenir une réparation patrimoniale et extra-patrimoniale devaient être rejetées comme non fondées.

**

Un certain nombre de personnes ont encouru la déchéance de la nationalité belge. Cette déchéance peut avoir des effets indirects pour l'épouse et pour la deuxième génération, notamment pour les enfants qui sont nés après la prise de cours de la déchéance de la nationalité belge de leur père et qui n'ont donc pas la nationalité belge, et pour la personne non belge qui s'est mariée avec une personne déchue de la nationalité belge après l'entrée en vigueur de la déchéance et qui n'a pas acquis la nationalité belge par mariage.

Pour ce qui est du recouvrement de la nationalité belge, le Ministre de la Justice, M. Vranckx, prit une initiative en 1971-1972.

L'article 88 d'un projet de loi sur la nationalité belge (Chambre, 1971-1972, n° 222) donnait la possibilité au Ministre de la Justice de rendre, par arrêté ministériel, la nationalité belge à ceux-là mêmes qui en avaient été déchus et, après leur décès, à leurs descendants.

Il s'agissait donc non pas d'une disposition générale qui aurait permis de rendre systématiquement la nationalité belge aux anciens condamnés, mais d'une disposition qui aurait constitué le fondement juridique permettant au Ministre de la Justice de restituer la nationalité belge aux intéressés, et ce à leur demande et par décision individuelle.

gegrondheid van zulke maatregelen zijn door rechtsleer en rechtspraak betwist, en er werden wetgevend en administratief verscheidene en soms vergaande milderingen aangebracht. Er zouden (volgens hogerogenoemd verslag van de Vlaamse Raad) nog 390 gevallen aanhangig zijn die betrekking hebben op personen die in het buitenland gevestigd zijn en wier huidig lot niet bekend is en 170 dossiers van in België gehuisveste personen die tot nu toe geen oplossing kunnen krijgen wegens het onvermogen van de schuldenaars.

Het blijkt ook dat vele dossiers dienen uitgevoerd te worden tegen nakomelingen en familieleden van de veroordeelde. Er zou moeten voorzien worden in de mogelijkheid om de dossiers bij overlijden af te sluiten zonder verdere gevolgen voor de tweede en verdere generaties.

Wij stellen voor deze invorderingen op te heffen, enerzijds om humanitaire redenen (ook tegenover de erfgenamen), anderzijds omdat de rechtspraak en -leer vanaf 1949 geoordeeld hebben dat in de meeste gevallen de vorderingen van de Staat tot het bekomen van patrimoniale en extra-patrimoniale schade als ongegrond verworpen dienden te worden.

**

Een aantal personen liepen verval van de Belgische nationaliteit op. Onrechtstreeks kunnen daaruit gevolgen voortkomen voor de tweede generatie en voor de echtgenote, met name voor de kinderen die geboren zijn na de ingang van het verval van nationaliteit van hun vader en die dus de Belgische nationaliteit niet hebben en de niet-Belgische echtgeno(o)t(e) die gehuwd is met een persoon die van zijn (haar) Belgische nationaliteit vervallen is na ingang van het verval en de Belgische nationaliteit niet door huwelijk verkreeg.

Inzake het terugkrijgen van de Belgische nationaliteit nam Minister van Justitie Vranckx in 1971-1972 een initiatief.

In een wetsontwerp op de Belgische nationaliteit (Kamer 1971-1972, nr. 222) voorzag artikel 88 in de mogelijkheid voor de Minister van Justitie om de nationaliteit bij ministerieel besluit terug te geven aan de vervallenverklaarden zelf en, na hun overlijden, aan de afstammelingen.

Het ging dus niet om een algemene maatregel waardoer gewezen veroordeelden systematisch de Belgische nationaliteit zouden terugkrijgen, maar wel om een rechtsgrond waarop de Minister van Justitie zou kunnen steunen om de nationaliteit, op verzoek van de betrokkenen, bij individuele beslissing terug te geven.

Ce projet ne put être examiné que par une sous-commission de la Commission de la Justice de la Chambre, puisqu'il fut ensuite frappé de caducité.

Nous proposons d'en reprendre les dispositions.

**

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La réhabilitation est accordée aux personnes qui ont commis des infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat au cours de la période du 1^{er} septembre 1939 au 8 mai 1945, et qui ont été condamnées à une peine privative de liberté, lorsque celle-ci ne dépasse pas vingt ans.

Lorsque la peine dépasse vingt ans, la réhabilitation est accordée par le Ministre de la Justice à la demande de l'intéressé.

Art. 2

Les actions en réparation qui ont été intentées par l'Etat en raison de faits commis au cours de la période du 1^{er} septembre 1939 au 8 mai 1945 et qui n'ont pas encore donné lieu à recouvrement, s'éteignent de plein droit.

Art. 3

Par dérogation à l'article 23, § 9, du Code de la nationalité belge, le Ministre de la Justice peut restituer la nationalité belge aux personnes qui en ont été déclarées déchues en raison de faits commis au cours de la période du 1^{er} septembre 1939 au 8 mai 1945, ainsi qu'à leur conjoint et à leurs descendants.

Dit ontwerp werd alleen behandeld in een subcommissie van de Commissie van Justitie van de Kamer, maar kwam daarna te vervallen.

Wij stellen voor de bepalingen van laatstgenoemd ontwerp te hernemen.

H. SUYKERBUYK.

**

VOORSTEL VAN WET

Artikel 1

Er wordt eerherstel toegekend voor de veroordelingen voor misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat, gepleegd in de periode van 1 september 1939 tot 8 mei 1945, in geval van een veroordeling tot een vrijheidsstraf, wanneer deze twintig jaar niet te boven gaat.

Wanneer de straf twintig jaar te boven gaat, wordt eerherstel verleend door de Minister van Justitie op aanvraag van de betrokkenen.

Art. 2

De nog niet ingevorderde eisen tot schadevergoeding, door de Staat ingesteld op grond van feiten gepleegd in de periode tussen 1 september 1939 en 8 mei 1945, vervallen van rechtswege.

Art. 3

In afwijking van artikel 23, § 9, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, kan de Minister van Justitie de Belgische nationaliteit teruggeven aan de personen die ervan vervallen werden verklaard op grond van feiten gepleegd in de periode van 1 september 1939 tot 8 mei 1945, alsook aan hun echtgenote en aan hun afstammelingen.

H. SUYKERBUYK.

J. WEYTS.

A. ARTS.